Je voudrais remercier Gerry Ferguson pour sa permission de reproduire ce document.

**François Lareau
18 août 2011**

UNIVERSITÉ DE VICTORIA
C.P. 2400 Victoria C.-B. V8W 3H7

le 1^{er} octobre 1992

Télécopieur : (613) 545-6611

Professeur Don Stuart
Faculté de droit
Université Queen's
Kingston (Ontario)
K7L 3N6

Objet : Rapport du Groupe de travail de l'ABC, Principes de responsabilité pénale

Cher Don,

En tant que membre du Groupe de travail de l'ABC qui a rédigé le rapport cité en rubrique, j'ai appuyé fortement ce document, le considérant comme une étape très importante vers la codification des principes généraux de la responsabilité pénale au Canada. Chacune des recommandations du rapport représente une opinion majoritaire des membres du Groupe de travail qui sont des avocats criminalistes et des procureurs chevronnés de toutes les régions du pays. Il n'est pas étonnant que, de temps à autres, certains membres du Groupe de travail n'aient pas été d'accord avec les recommandations majoritaires du rapport. Je vous fais parvenir mes remarques et suggestions personnelles au sujet du rapport du Groupe de travail. Je félicite les professeurs de droit d'appuyer ce rapport lorsqu'ils le peuvent et les invite à ajouter leurs opinions personnelles lorsqu'ils le jugent pertinent.

1. Je suis d'accord avec vous au sujet de la nécessité de la codification.
2. Je conviens que les professeurs de droit devraient généralement appuyer le rapport du Groupe de travail et le considérer comme un rapport réfléchi, logique et solide. Je conviens aussi avec vous qu'après le dépôt d'un projet de loi, nous souhaiterons probablement effectuer une analyse plus détaillée article par article.
3. Je suis d'accord avec votre évaluation des principaux avantages et points forts du rapport du Groupe de travail de l'ABC.
4. Je suis indécis quant à savoir si un nouveau Code devrait contenir un préambule, bien que, dans l'ensemble, je sois actuellement en faveur de l'inclusion d'un préambule. Il ne fait aucun doute qu'on pourrait ajouter d'autres éléments au préambule proposé par l'ABC.
5. Je conviens qu'il n'est pas pratique de se fonder uniquement sur la conscience subjective pour établir tous les types d'infractions. Je conviens également qu'il y a de graves dangers à adopter la norme objective dans le cas des infractions graves. C'est s'aventurer en terrain glissant. Une fois qu'on accepte la responsabilité objective pour certaines infractions, il est difficile en principe d'empêcher cette approche de

s'étendre à toutes les infractions pénales. Je crois qu'il devrait exister une forte présomption en faveur de la responsabilité subjective et qu'on ne devrait permettre que des écarts modestes et occasionnels par rapport à cette norme. Autrement dit, les partisans de la responsabilité objective devraient porter un lourd fardeau de la preuve afin d'établir que la responsabilité subjective ne s'applique pas du tout à l'infraction en cause. Enfin, je crois que la responsabilité pénale devrait reposer sur la négligence criminelle (autrement dit, négligence grave) et non sur la négligence ordinaire ou civile.

6. Je suis d'accord avec vos remarques sur la définition des éléments moraux contenue dans le rapport du Groupe de travail de l'ABC.
7. Je conviens qu'il n'est plus nécessaire de prévoir une disposition résiduelle telle que le paragraphe 8(3) du Code criminel qui maintient la possibilité d'invoquer des moyens de défense de *common law*. Les codes dépourvus de telles dispositions (codes pénaux de l'Inde, de la Malaisie et de Singapour) ont pu développer et élargir les moyens de défense existants grâce à une interprétation généreuse de leurs principes généraux.
8. Je crois qu'il est utile de déclarer clairement que la défense des biens doit être exclue lorsqu'il y a perte de vie et suis donc d'accord avec la recommandation du Groupe de travail que ce moyen de défense soit exclu lorsqu'il y a intention de causer la mort.
9. Je crois qu'il n'est pas essentiel d'établir une distinction entre un acte involontaire conscient et inconscient comme le propose le Groupe de travail dans ses recommandations 6 et 7. Toutefois, à titre de principal concepteur de l'approche de l'ABC, je l'appuie tout de même pour des raisons purement pratiques. Dans mon rapport à l'ABC, je déclarais à ce sujet (p. 23 et 29) :

Cette décision de prévoir deux articles distincts pour l'acte involontaire est purement pratique puisqu'inclure toutes les formes d'actes involontaires dans une même disposition la rendrait inutilement complexe et donc plus difficile à rédiger et plus difficile à comprendre par le lecteur. La recommandation 3(1) du rapport 31 de la CRDC prévoit un seul article, mais à mon avis, elle ne convient pas du tout, surtout en ce qui concerne l'automatisme. Le paragraphe 3(h) de la Crimes (Amendment) Act, 1990 proposé en Australie est plus complet mais comporte encore certaines lacunes.

La proposition limite la défense d'automatisme au comportement involontaire inconscient. Elle n'inclut pas les autres formes de comportement involontaire où l'accusé n'est pas inconscient. Ces autres formes de comportement involontaire sont visées par l'article 6 de la codification proposée. Tenter de regrouper ces diverses formes de comportement conscient mais

involontaire dans une même proposition sur l'automatisme, qui se rapporte principalement au comportement involontaire inconscient, aurait tendance à rendre ce moyen de défense complexe, difficile à rédiger et moins certain. De plus, le terme «automatisme» est généralement employé en médecine et le droit parle de comportement inconscient (voir la définition dans Rabey), bien qu'il ait été employé de temps en temps pour inclure toutes les formes de comportement involontaire (voir Bratty c. A.G. Northern Ireland [1963] A.C. 386, p. 409-410).

Deuxièmement, la disposition de l'ABC a été approuvée avant que la Cour suprême du Canada ne se prononce dans Parks et doit donc être réévaluée afin de déterminer si «la possibilité d'un danger continu ou de récidive» constitue ou non un facteur pouvant être employé pour établir une distinction entre un automatisme «aliéné» ou «non aliéné».

Troisièmement, j'ai proposé, mais l'ABC n'a pas accepté, une disposition spéciale relative au verdict et aux moyens de régler les cas d'automatisme :

Lorsque l'accusé est exonéré de toute responsabilité pour cause d'automatisme, le tribunal peut décider, au lieu de tout autre moyen, de régler le cas de la même manière que si l'accusé avait été innocenté pour cause de troubles mentaux, à condition que l'automatisme risque de se produire à nouveau d'une manière qui met gravement en danger la vie ou la sécurité des autres; et l'accusé a droit aux protections, procédures et examens prévues pour les personnes déclarées coupables pour cause de troubles mentaux.

La Cour suprême du Canada semble avoir vu cette approche d'un oeil favorable dans l'arrêt Parks.

10. La recommandation du Groupe de travail de l'ABC au sujet de l'intoxication traduit l'impression populaire fort répandue que l'intoxication volontaire ne devrait pas exonérer un accusé de la responsabilité pénale. Cette disposition est importante dans le cadre général prévu par l'ABC et en vertu duquel la responsabilité pénale devrait reposer sur une faute subjective. Par conséquent, l'intoxication devrait exonérer les accusés de toute responsabilité. Je conviens avec vous que si le nouveau Code criminel reconnaît les infractions pour cause de négligence, l'intoxication volontaire ne pourra être invoquée comme moyen de défense de ces infractions et donc, qu'il est moins nécessaire d'adopter la proposition de l'ABC de prévoir une nouvelle infraction incluse d'intoxication criminelle.
11. Je suis très d'accord avec votre position sur les conseils tendant à une infraction qui n'est pas commise. Je ne me souviens pas qu'on ait discuté sérieusement de cette recommandation à nos réunions du Groupe de travail.

J'irais même jusqu'à prétendre que le Groupe de travail a simplement voulu reconnaître que cette infraction se rapporte au droit des parties à l'infraction, mais qu'il voulait également continuer de la considérer comme une infraction inchoative. J'ai été étonné de voir la recommandation finale du Groupe de travail sur ce point.

12. Je suis d'accord avec vos remarques sur le cumul des déclarations de culpabilité.

Je vous remercie beaucoup de tenter d'obtenir l'opinion des professeurs de droit canadiens. Si je peux vous être encore utile, veuillez me le faire savoir. J'espère pouvoir assister aux audiences du sous-comité lors de la présentation du rapport de l'ABC et de tout exposé que pourraient présenter les professeurs de droit. J'ai déjà témoigné devant le sous-comité sur deux questions (projet de loi sur les troubles mentaux et projet de loi sur le système correctionnel). Par le passé, le sous-comité a remboursé mes frais de déplacement.

Veuillez agréer, cher Don, mes salutations distinguées.

Gerry Ferguson
Professeur de droit